

**Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 janvier 2015 fixant la composition de la Commission de reconnaissance de l'expérience utile et de notoriété pour les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française**

**A.M. 09-02-2016**

**M.B. 26-02-2016**

Le Ministre en charge de l'Enseignement supérieur,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 62, 6°, modifié par le décret du 11 juillet 2002 et l'article 82, § 2 modifié par le décret du 30 avril 2009 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 créant la commission de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété pour les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 28 janvier 2015 fixant la composition de la Commission de reconnaissance de l'expérience utile et de notoriété pour les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'article 69, § 1<sup>er</sup>, 33°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 janvier 2015 fixant la composition de la Commission de reconnaissance de l'expérience utile et de notoriété pour les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° Sous la rubrique «A. Pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace» :

a) au point 4°, les termes «Françoise KLEIN» sont remplacés par les termes «Danielle LEENAERTS» ;

b) au point 5°, les termes «Colette DUBOIS» sont remplacés par les termes «Monique RENAULT» ;

c) au point 7°, les termes «Bernard BAY» sont remplacés par les termes «Denis DE RUDDER».

2° Sous la rubrique «B. Pour le domaine de la musique» :



a) au point 4°, les termes «Michel DEOM» sont remplacés par les termes «Fabian JARDON» et les termes «Yves GOURMEUR» sont remplacés par les termes «Michel STOCKHEM» ;

b) au point 5°, les termes «Michel STOCKHEM» sont remplacés par les termes «Gilles REMY» ;

c) au point 7°, les termes «Louison RENAULT» sont remplacés par les termes «Mme Dominique SWINNEN» et les termes «Mme Hélène FAZUIS» sont remplacés par les termes «M. Daniel GAZON» ;

d) au point 8°, les termes «Mme Dominique SWINNEN» sont remplacés par les termes «M. François THIRY» et les termes «M. Daniel GAZON» sont remplacés par les termes «Mme Fanny LION»

3° Sous la rubrique «C. Pour le domaine du théâtre et arts de la parole» :

a) au point 6°, les termes «Philip TIRARD» sont remplacés par les termes «Cédric JULIENS» ;

b) au point 8°, les termes «Hélène FAZUIS» sont remplacés par les termes «Anne-Françoise VANGANSBERGT».

4° Sous la rubrique «D. Pour le domaine de arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication» :

a) au point 5°, les termes «Philippe REUSENS» sont remplacés par les termes «Matthieu COUPLET» ;

b) au point 7°, les termes «Marie-Christine PLENUS» sont remplacés par les termes «Julie DEVILLERS».

**Article 2.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Article 3.** - Le Directeur général des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 février 2016.

Pour Jean-Claude MARCOURT,

Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias :

Le Directeur général des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté française,

Jacques LEFEBVRE